

Saint-Lô

« À 14 ans, on peut manquer de maturité »



Le débat

« **C'est une réforme pour des élèves. Pas pour des ados** », résume un enseignant du lycée Le Verrier. Vendredi, la toute nouvelle réforme du bac était au cœur des discussions entre Bertrand Deniaud, vice-président de la Région, des enseignants, des parents et des représentants de l'Inspection académique.

« **À 14 ans, on peut manquer de maturité** », relève Didier Millet, professeur. « **La réforme me fait un peu peur**, admet Erwan Le Mener, l'un de ses collègues. **Elle va demander à ces jeunes de se déterminer plus tôt. Dès la seconde, le choix des spécialités entraîne ce qui se passe dans l'enseignement supérieur.** » Pour Christine Szilas, inspectrice de l'Éducation nationale chargée de l'information et de l'orientation, « **on souhaite que dès la seconde, les élèves soient accompagnés à faire leurs choix, en fonction de leurs compétences, de leurs possibilités** ».

Anne-Carole Fillion, présidente de l'association des parents d'élèves, note « **une vraie inquiétude chez les parents. On a avancé toute l'année dernière avec une réforme qui n'était pas très claire** ». Giacomo Bourrée, secrétaire général de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, le reconnaît : « **À nous de trouver les éléments de langage qui permettront de clarifier la situation.** » Mais il se veut optimiste : « **À nous de faire confiance aux élèves et aux équipes qui vont travailler avec eux, les aider à faire les bons choix.** »

Anne-Carole Fillion aimerait qu'un « **travail soit réalisé dès le collège avec les parents et les enfants** ». Il faudrait aussi, relève un professeur, permettre aux élèves « **dès la seconde** », de connaître les compétences attendues par les établissements de l'enseignement supérieur. « **Au 1^{er} janvier 2020, annonce Bertrand Deniaud, la Région va créer une agence de l'orientation. Il faut absolument qu'on sache de quoi ont besoin les formations du supérieur.** »

Émilie MICHEL.



Les enseignants ont échangé avec Bertrand Deniaud et les représentants de l'Inspection académique, au sujet de la réforme du bac. - Crédit: Ouest-France